

Les événements au service de la ville ? Ou, la ville au service des événements!

André Langlois

Volume 12, Number 1, March 1993

Québec, capitale et région touristiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1078201ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1078201ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (print)

1923-2705 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Langlois, A. (1993). Les événements au service de la ville ? Ou, la ville au service des événements! *Téoros*, 12(1), 36–39. <https://doi.org/10.7202/1078201ar>

Les événements au service de la ville? Ou, la ville au service des événements!

André Langlois*



Photo: Bob Anderson

Certains événements de Québec attireront toujours les touristes.

Le Bureau des arts et de la culture (BAC), créé en 1989 par la Ville de Québec, a pour premier mandat de doter cette ville d'une politique cohérente en matière d'événements et de projets spéciaux. Disposant d'un budget annuel de 3 000 000 \$, le BAC effectue un travail remarquable dans un contexte aussi unique que difficile. Il collabore avec l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec lorsque les événements ont un potentiel touristique.

Le troisième partenaire pour plusieurs événements est le Secrétariat à la Capitale, organisme qui n'a toujours pas reçu de budget adéquat de fonctionnement du gouvernement du Québec. Cette situation le relègue à un rôle qui reste discret. Pourtant, le secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif à titre de secrétaire associé à la Capitale, monsieur Jacques Demers, détenteur d'un doctorat en tourisme, possède une solide expérience des événements associés au développement touristique, expérience acquise au ministère du Tourisme où il était

sous-ministre associé. Monsieur Demers a la volonté manifeste de doter la Capitale d'un véritable programme de communication par l'événement, orienté vers un tourisme culturel. De l'intention aux actions, il ne manque que la volonté politique du Conseil exécutif.

Montréal, c'est New York en plus petit; Québec, c'est Baie-Saint-Paul en plus gros! Il ne faut donc pas s'offusquer que, pour les Montréalais, Québec soit Le Village. En matière d'événement, il faut bien admettre que la ville et la région de Québec ont toujours eu une approche locale. Le BAC et ses partenaires ont tout un défi à relever pour que la Capitale ait enfin une politique événementielle rationnelle. On ne peut parler de la problématique des événements à Québec en ignorant sa situation politique et démographique ou en occultant Québec 84.

Au plan politique, Québec est la capitale du seul état francophone d'Amérique. Par la volonté des gouvernements issus du parti Libéral du Québec et du parti Québécois, cette capitale n'en a que le titre, car elle a perdu, au profit de la Métropole, les grandes institutions et les centres de décision de l'État. Une capitale que l'État refuse de reconnaître dans les faits; une capitale que l'État refuse

de doter afin qu'elle puisse s'affirmer. Les autres pays d'Amérique du Nord, le Mexique, les États-Unis d'Amérique et même le Canada nous servent une admirable leçon en ayant une capitale qui soit autre chose qu'un prête-nom. En matière de grands événements dans la Capitale, le Secrétariat à la Capitale n'a pas pris jusqu'à présent ses responsabilités, pas plus qu'il n'est capable de payer sa juste part.

Au plan démographique, les plus récents chiffres de Statistiques Canada ont établi la population de la région de Québec à 645 550 habitants dont 167 517 ont résidence à Québec. De toute évidence, les 46 municipalités formant la grande région de Québec (rive Nord, rive Sud) ne contribuent pas au prorata de leur population au financement des grands événements. Les commanditaires du secteur privé évaluent la pertinence de leur implication et le montant de commandite qu'ils y investiront en fonction du potentiel de spectateurs à l'événement et des retombées médiatiques, principalement des images diffusées par la télévision. Avec un bassin de population six fois plus petit que Montréal, la commandite associable aux événements à Québec se rétrécit comme peau-de-chagrin. Difficulté supplémentaire: les décisions en matière de commandite se prennent à Montréal et non à Québec. Qu'en serait-il de la commandite dans la Métropole si ces décisions se prenaient à Toronto?

La situation de la télévision est encore plus dramatique. Selon sa politique de valorisation de l'unité canadienne, le réseau national de Radio Canada accorde localement autant d'importance aux événements se déroulant à Kamloops B.-C. ou à Terre-Neuve qu'à ceux de Québec. L'antenne locale de Radio Canada, quant à elle, accorde autant d'importance à Montmagny, à Rimouski et Gaspé qu'à la région de Québec. L'absence de Radio Canada n'est pas due à la volonté de ses artisans, tout au contraire; par exemple, c'est à l'entêtement et à l'acharnement d'un réalisateur que l'on doit les images de la Transat Québec/Saint-Malo diffusées à la télévision Radio Canadienne. Le très

* Monsieur André Langlois est concepteur d'événements (il a formulé le concept original de Québec 1534-1984).

montréalais réseau TVA concentre tous ses efforts et ses énergies à produire le moins possible à Québec pendant que Radio Québec dépense ses déficits à Montréal. Reste la station locale de Quatre Saisons qui assure une remarquable couverture des activités et des événements de la région. C'est toutefois la Télévision communautaire, Télécom 9 qui assure la meilleure couverture dans le domaine culturel et événementiel. La prestation de Télécom 9 est remarquable non seulement au plan de la quantité mais également pour la qualité des reportages et des images.

Ce net désavantage de la région de Québec au plan de la commandite et de la couverture médiatique serait amoindri si le gouvernement du Québec adoptait vis-à-vis sa capitale un traitement comparable au traitement que le gouvernement du Canada, par le biais de la Commission de la Capitale Nationale, accorde à la région d'Ottawa.

L'autre réalité incontournable en matière d'événement dans la Capitale est le *fantôme* de Québec 84 qui habite toujours ses murs. Ce spectre est toujours vivant car l'échec de Québec 84 aura été non pas le résultat des difficultés événementielles ou du déficit financier, mais de *l'hommerie*. La bêtise de l'homme a la vie longue. Il aura été plus facile au Québec d'oublier les scandales et le gouffre financier permanent et éternel du Stade Olympique de Montréal que la bêtise toute humaine des terrains de stationnements à Drummondville pour Québec 84, et pourtant...

Les événements sont très fragiles, surtout à leurs débuts, ce qui explique pourquoi, dans les années 1979, 1980 et 1981, il aura suffi de quelques personnes pour pervertir cet événement au potentiel exceptionnel. Richard Drouin, le capitaine appelé à la rescousse, après le naufrage annoncé de ce grand bâtiment tout en voiles et sans gouvernail, réussira tout de même à livrer l'événement et à laisser en héritage à la ville de Québec la rénovation des secteurs du Vieux-Port et du Vieux-Québec en basse-ville.

Le fantôme exorcisé, il faut, avant d'explorer des avenues pour une politique événementielle à venir, regarder objectivement, mais sans complaisance, la problématique des événements existants dans la Capitale. Commençons par un survol rapide de ses principaux événements: le Carnaval d'hiver, le Festival d'été, la Transat Québec/Saint-Malo, et le p'tit dernier, Les Médiévales de Québec qui verra peut-être le jour en août

1993 si les commandites privées lui prêtent vie.

Le Carnaval d'hiver de Québec a été le premier des grands carnivals d'hiver d'après-guerre; son succès a été remarquable. Le Bonhomme Carnaval a été - et demeure - un ambassadeur de marque pour tout le Québec. À sa trente-neuvième édition, le Carnaval présente des symptômes d'essoufflement. Dans les années 1970, les visiteurs remplissaient les hôtels durant les dix jours du Carnaval. Depuis, le Carnaval a vécu ses heures sombres, celles du *Carnaval de la bouteille*; heureusement sa direction a su donner le coup de barre au bon moment et aujourd'hui on constate que le virage vers une fête pour la famille est réussi.

Les fêtes d'hiver se sont multipliées dans toutes les régions de neige du nord de l'Amérique. Notre Carnaval a perdu son exclusivité, son monopole et n'attire plus les visiteurs comme dans les belles années. Le Carnaval constitue cependant toujours un apport important et mesurable pour une industrie touristique qui en a bien besoin, surtout au mois de février.

Mais le Carnaval de Québec doit maintenant se partager les visiteurs, entre autres, avec Montréal et Ottawa. La Commission de la Capitale Nationale (CN) avait créé, en 1979, l'événement dans cette dernière ville. La contribution financière de la CNN en 1993 a été ramenée de 1,2 à un million sur un budget de 2,5 millions; les commandites en biens et services sont de 800 000 \$. Les villes de Hull et Ottawa et la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton (MROC) investissent la balance du budget, soit 700 000 \$. De quoi faire rêver le Carnaval de Québec qui reçoit 910 000 \$ (28 %) en subventions sur un budget de 3 250 000 \$; la contribution du Québec s'élève à 325 000 \$.

L'organisation du Carnaval n'est pas un cercle fermé; au contraire, une armée de 2000 bénévoles y travaillent très fort. Un défi énorme les attend; comment plonger le Carnaval et son Bonhomme dans la fontaine de jouvence sans le noyer, et les programmer pour l'an 2000?

Créé en 1967, le Festival d'été est l'enfant naturel de la Super Francofête. C'est assurément la fête la plus fréquentée par les gens de la grande région de Québec. À ses débuts, sous la direction de Noël Cormier, le Festival était principalement une fête de la découverte d'artistes venus de par le monde et la

fête des artistes de la rue. Avec Danielle Bouchard à la direction générale, le Festival se dota d'un volet de musique classique. Avec la venue de deux directeurs généraux issus du monde du spectacle, messieurs Louis Courmoyer et Marcel Dallaire, le Festival a pris une orientation *showbiz*; les grands spectacles se multiplient, la présence d'une vedette ne suffit pas; qu'à cela ne tienne, on en alignera deux, trois et plus sur une même scène afin d'assurer le succès qui se mesure maintenant au nombre de spectateurs qui assistent au spectacle.

Doté en théorie d'une structure participative très démocratique, le Festival est cependant devenu, dans ses années *showbiz*, une société difficile d'accès avec une attitude très corporatiste. En 1993, une nouvelle équipe de direction est en place. Au fil des années, le Festival d'été s'est transformé en un excellent programme d'animation urbaine; mais peut-être au coût de son âme de festival. La raison d'être du Festival de jazz de Montréal, du Festival de folklore de Drummondville et du Festival de l'accordéon de Montmagny sont l'évidence même; mais quelle est la vocation, la spécificité du Festival international d'été de Québec? Après 25 ans de créations, le Festival de Québec aura-t-il à se redéfinir; un processus normal, douloureux mais très sain.

Le Festival d'été pose la problématique de la gratuité des spectacles. La Ville a-t-elle reçu de ses 165 000 contribuables un mandat pour offrir des spectacles gratuits aux 645 000 personnes de la grande région de Québec? La gratuité des spectacles rend très difficile la venue à Québec à l'automne des spectacles payants. La Ville de Québec a-t-elle les moyens de faire les frais de spectacles gratuits? Ces argents ne seraient-ils pas mieux investis pour des événements à l'automne ou au printemps?

Le concept de la Transat Québec/Saint-Malo était avant-gardiste en 1978. Il précédait de quelques mois la grande première de la voile-spectacle, la Route du Rhum orchestrée par le très parisien Michel Etevenon. La Route du Rhum, une Transat en solitaire a, pour réussir, plusieurs atouts: un départ en décembre dans la grisaille de Saint-Malo avec une arrivée dans un pays de soleil, la Guadeloupe. Les épreuves en solitaire ont toujours été la formule préférée des marins et des médias. Les marins sont bretons, les sponsors et les bateaux sont français. En 1984, les Transats en classe Open sur multicoques atteignaient leur apogée. De-

puis c'est le déclin; aujourd'hui cette formule ne fait plus recette et il y a de moins en moins de ces Formule Un de la mer. De moins en moins de sponsors car la mode est aux défis, aux exploits tels le tour du monde en solitaire et sans assistance. Ce sont eux que suivent les médias. Pas de commandites sans médias, pas de médias sans spectacle, pas de spectacle sans argent, c'est la quadrature du cercle!

Voile Internationale de Québec, formée en août 1983, est l'organisateur de la Transat Québec/Saint-Malo. Cette société à but non lucratif est sous la présidence, ininterrompue depuis 1985, de Jean-Paul Massé. Cette corporation hermétique est très, très secrète. Depuis 1988, elle est entièrement financée par le secteur public, la commandite privée étant limitée à des prestations en biens et services. Le bilan événementiel de la Transat 92 invite à la réflexion; pas de plan de commandite, pas de plan de communication. Au plan sportif, un seul bateau québécois sur la ligne de départ, le Cépál, un catamaran de course/croisière, cuvée 1988. Quelques marins québécois inscrits, souvent en tant que stagiaires payants sur des monocoques d'école-croisière. Des retombées médiatiques et touristiques quasi inexistantes dans nos marchés touristiques du Québec, du Canada et des États-Unis. Une épreuve sportive française au départ de Québec, payée par les Québécois... Un événement à caractère événementiel oui, mais la démonstration de sa rentabilité pour l'industrie touristique reste à faire.

Menées avec brio et tambour battant, Les Médiévales de Québec sont prévues pour le mois d'août 1993; au coeur de la haute saison touristique... si les dollars des commandites du secteur privé sont au rendez-vous. Dommage que cette fête n'ait pas été planifiée pour se tenir au mois de septembre ou d'octobre, malgré toutes les difficultés imposées par ces dates. Avec ses très belles images romantiques, Les Médiévales ont tout pour attirer le tourisme et séduire les commanditaires. Québec a-t-elle le besoin et les moyens de financer deux événements majeurs à l'été? La Ville s'est-elle posée cette question avant d'appuyer financièrement l'organisation des Médiévales et faire naître ainsi, auprès de ses créateurs passionnés, des espoirs de lendemains qui risquent d'être sans avenir?

C'est dans ce contexte très difficile que le Bureau des arts et de la culture travaille à la préparation d'une politique événementielle.

Cette équipe aura besoin du support et de l'appui de son patron, monsieur Jean-Paul L'Allier. Heureusement pour le BAC, monsieur L'Allier, un communicateur exceptionnel, est réceptif et sait évaluer à sa juste valeur un événement existant ou à créer, pourvu qu'il soit bien informé et bien renseigné.

La Ville doit définir ses buts, ses objectifs et sa stratégie en matière événementielle. De ces définitions, naîtra une grille objective d'évaluation des projets soumis. Le BAC, avec cette grille, deviendrait le guichet unique, la seule porte d'entrée par laquelle devraient obligatoirement et prioritairement passer tous les projets, sans exception.

La Ville devrait rendre cette grille accessible à tous. Bien informés, les auteurs de projets seraient en mesure de faire des propositions recevables par la Ville. Celle-ci devrait également avoir l'obligation de publier des appels d'offres, comme le font ses autres services, et d'inviter les auteurs et les promoteurs de projets à soumissionner pour réaliser les événements désirés.

À Québec, les auteurs et les promoteurs de projets événementiels résistent difficilement à la tentation de politiser la créativité en formant prématurément un Conseil d'administration pour des événements à l'état de projet. Ces conseils d'administration sont composés de personnalités très proches du pouvoir politique ou des organismes susceptibles de contribuer financièrement et d'introduire les projets auprès des élus. Pour éviter de politiser abusivement ce processus, il importe que la Ville considère le BAC comme tout autre service municipal et que ses procédures administratives ne soient pas différentes de celles des autres services administratifs.

La Ville pourrait adopter l'approche événementielle Vivaldi, la politique des *Quatre saisons, quatre grands événements*. Ces événements seraient de classe A et recevraient une assistance financière annuelle fixée sur base quinquennale. Le financement annuel de ces quatre locomotives serait assuré à parts égales par le BAC, l'Office du tourisme de la CUQ et le Secrétariat à la Capitale.

Les événements de classe A devraient obligatoirement:

- offrir un grand potentiel médiatique à l'extérieur de la région de Québec;

- valoriser le caractère culturel et politique de la capitale;
- générer, hors-saison touristique, des retombées économiques de visiteurs de l'extérieur de la région;
- être accessible à l'ensemble de la population de la région.

Dans ces événements, la Ville devrait se comporter comme l'actionnaire majoritaire et l'hôte de la Fête. Le Bureau des arts et de la culture (et non les élus) devrait siéger d'office au comité exécutif et au comité de planification et de programmation de ces organisations. La Ville devrait également avoir un droit de veto dans ces organisations. C'est le prix à payer par les organisations qui souhaitent utiliser la Ville pour scène et les argents des contribuables pour payer ces fêtes.

La Ville ne devrait jamais s'engager dans un événement de classe A sans s'assurer d'avoir les ressources financières pour confier à des professionnels l'évaluation des foules, les retombées médiatiques et les retombées touristiques et économiques. Présentement, la Ville se fie quasi aveuglément aux prévisions et aux rapports fournis par les organisateurs et cette incurie fausse le débat. La Transat 92 illustre parfaitement les dangers de se fier aux rapports des promoteurs; dans une entrevue à la télévision, son directeur général évaluait les retombées touristiques à 8 millions puis, toujours dans le cours de la même entrevue, ce chiffre passe à 12 millions. Pour preuve de ces chiffres, il citait le fait que tous les vols entre Paris et Montréal étaient complets au mois d'août.

Voile Internationale de Québec affirmait, très sérieusement, qu'au départ de la Transat 92, il y avait 350 000 spectateurs, affirmation reprise par Le Soleil. Or, un relevé photographique exhaustif et systématique de la foule, fait à la terrasse Dufferin, permet plutôt de parler d'une foule pouvant varier entre 25 000 et 50 000 spectateurs, ce qui est d'ailleurs fort honorable. Là où le bât blesse, c'est que Voile Internationale utilisera ces chiffres et statistiques gonflés pour justifier ses demandes de subvention, coupures du Soleil à l'appui. La région de Montréal utilise maintenant des experts indépendants pour ce travail, à la demande même des commanditaires; leurs résultats confirment que les évaluations de foule sont généralement surévaluées de 5 à 10 fois. Même avec la meilleure des bonnes volontés, il est impos-

sible d'estimer à l'oeil les foules de plus de mille personnes, surtout lorsqu'elles sont réparties sur un grand territoire.

Dans le climat économique actuel, les événements doivent réduire leurs frais d'opération. Puisque les quatre événements proposés se dérouleraient à des périodes annuelles différentes, la Ville devrait prendre le leadership et exiger que ces quatre événements se regroupent sous un seul toit et partagent des services, des équipements et du personnel. Cette solution ne viendra assurément pas de ces organisations. À la demande de la Ville, ce regroupement pourrait agir en tant que structure d'accueil et d'incubateur pour les futurs projets. Les économies générées par cette rationalisation des effectifs seraient très grandes; elles pourraient permettre à ces organisations de se doter collectivement d'équipements à la fine pointe de la technologie, ce qu'elles ne peuvent se payer seules. Ces économies pourraient également rentabiliser l'engagement des meilleurs

spécialistes de la communication événementielle au service de tous.

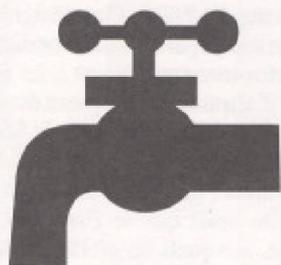
La Ville devrait inciter les événements existants et obliger les futurs projets événementiels à adopter la politique d'inclure d'office à leur budget d'opération un dollar en communication par dollar investi dans l'organisation. Après tout, il s'agit bien de communication événementielle. Cette politique réussit fort bien en France où elle est la règle et non l'exception. Lorsqu'un événement prétend avoir un impact à l'extérieur sur le tourisme, il se doit d'assurer sa propre communication dans les médias spécialisés. L'Office du tourisme a toute la compétence, le réseau et le personnel pour publiciser et distribuer le produit et ses publications auprès des intervenants touristiques.

Un tel regroupement de services permettrait enfin à ces organismes d'assurer la captation des spectacles de ces événements et de produire et mettre en marché auprès des diffu-

seurs leurs propres émissions; solution fort rentable qui a fait ses preuves ailleurs.

Le Bureau des arts et de la culture devrait inclure dans sa politique une classification des événements, comme le fait le Bureau international des expositions. Des critères tels l'incidence touristique, culturelle, sportive et la récurrence de ces projets serviraient à cette classification. Une seconde classe d'événements de classe B pourrait inclure les événements devant relever uniquement de la Ville. L'unique porte d'entrée serait le BAC et la grille analytique serait le premier test pour les auteurs et les promoteurs de ces projets. Les événements retenus devraient faire l'objet d'une convention avec la Ville prévoyant un désengagement progressif des subventions de la Ville sur trois ans.

Les événements doivent être au service des collectivités et non l'inverse et s'ils prétendent générer des retombées pour le tourisme, ils devront travailler en aval et en amont avec cette industrie. **f**



VIVRE L'EAU

Le Centre de Services Environnement Jeunesse (CSEJ)

met à la disposition des animateurs et animatrices oeuvrant auprès des jeunes de 15 à 30 ans une trousse de vulgarisation scientifique consacrée à la thématique de l'eau.

Vivre l'eau

offre par la diversité de ses composantes, de multiples possibilités d'utilisation.

Document de vulgarisation scientifique, cahier pédagogique, vidéo, exposition d'affiches contribuent à une meilleure compréhension de la problématique et des enjeux actuels.

La trousse de vulgarisation scientifique Vivre l'eau

sera disponible dès juin 1993.

Réservez dès maintenant votre exemplaire en appelant à frais virés au:
(514) 252-3016